

« Soft power » russe : discours, outils, impact



Tatiana Kastouéva-
Jean

Octobre 2010

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901). Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

Avec son antenne de Bruxelles (Ifri-Bruxelles), l'Ifri s'impose comme un des rares *think tanks* français à se positionner au cœur même du débat européen.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et économiques, chercheurs et experts à l'échelle internationale.

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

Centre Russie/NEI

© Droits exclusivement réservés – Ifri – Paris, 2010

ISBN : 978-2-86592-776-0

IFRI

27 RUE DE LA PROCESSION
75740 PARIS CEDEX 15 – FRANCE
TEL. : 33 (0)1 40 61 60 00
FAX : 33 (0)1 40 61 60 60
E-MAIL : ifri@ifri.org

IFRI-Bruxelles

RUE MARIE-THERESE, 21
1000 BRUXELLES
TEL. : 32(2) 238 51 10
FAX : 32 (2) 238 51 15
E-MAIL : info.bruxelles@ifri.org

Auteur



Tatiana Kastouéva-Jean est diplômée de l'université pédagogique d'Ekaterinbourg, du Master franco-russe de relations internationales Sciences-Po/MGIMO et a également obtenu un DEA de relations internationales à l'université de Marne-la-Vallée. Chercheur à l'Ifri, elle travaille sur l'enseignement supérieur, la recherche et le potentiel humain de la Russie.

Sélection d'articles de l'auteur

- « [Les universités privées, "mal-aimées" de l'enseignement supérieur russe](#) », *Russie.Nei.Reports*, n° 4, octobre 2010 ;
- « ["Projet MISiS", futur modèle de l'enseignement supérieur en Russie ?](#) », *Russie.Nei.Reports*, n° 1, octobre 2009 ;
- « [Enseignement supérieur, clé de la compétitivité russe](#) », *Russie.Nei.Visions*, n° 28, avril 2008,
- « La Russie et le processus de Bologne : européenne par éducation ? », *Politique étrangère*, n° 2, 2007 ;
- « ["Splendeurs et misères" de l'enseignement supérieur en Russie](#) », *Russie.Nei.Visions*, n°14, septembre 2006.

Pour contacter l'auteur

e-mail : jean@ifri.org

adresse postale : Ifri, 27, rue de la Procession, 75015, Paris

fax : +33 1 40 61 60 69

Sommaire

CONTEXTE DU DEVELOPPEMENT DU « SOFT POWER » RUSSE.....	3
OUTILS DU « SOFT POWER » RUSSE	7
Principaux vecteurs d'influence russe dans les pays de la CEI	8
Langue russe	8
Espace média russe (télévision, Internet).....	9
Présence des diasporas russes dans les pays de la CEI et migrations des travailleurs vers la Russie	10
Enseignement supérieur	10
Outils mis en place depuis 2004	12
Campagnes d'information et de communication	12
Nouveaux « relais » de transmission.....	17
Financement et efficacité du dispositif créé.....	19
EVALUATION DE L'IMPACT DU « SOFT POWER » RUSSE.....	21
Lecture « optimiste ».....	21
Lecture « pessimiste »	22
Lecture « mitigée »	23
CONCLUSION : POURQUOI SE MEFIE-T-ON DU « SOFT POWER » RUSSE ?	26
ANNEXE : ENTRETIENS	29

Contexte du développement du « soft power » russe

« L'emploi du terme de "soft power" est à récuser, car il contient la notion de "power". Or, la Russie aujourd'hui n'a l'intention d'imposer sa volonté à personne ; elle ne cherche qu'à tisser des liens humains entre les pays en faisant la promotion de la langue russe ou des produits de sa culture ».

(Entretien à Moscou avec le vice-directeur d'une structure étatique russe chargée des liens avec les compatriotes à l'étranger et de la promotion de la culture russe)

« ... Les mécanismes de soft power et de diplomatie publique ne sont pas satisfaisants sur les plans quantitatif et qualitatif... Il faut d'urgence développer des instruments modernes et des réseaux d'influence au moins dans les pays clés de notre voisinage... ».

(V. Nikonov, président de la Fondation « Russkij Mir », lors de la rencontre de D. Medvedev avec des représentants des associations, 19 septembre 2008¹)

La Russie n'a pas bonne presse en Occident. Régime politique autoritaire, corruption, assassinats de journalistes, procès de Mikhaïl Khodorkovski, pressions énergétiques sur ses voisins, pouvoirs des services de sécurité sont des sujets récurrents dès que l'on parle de cet État. Dans un pays comme l'Allemagne, pourtant son premier partenaire économique en Europe, le rapport annuel de l'Office fédéral de protection de la Constitution (Bundesamt für Verfassungsschutz) paru en juin 2010 indique la Russie (et la Chine) comme une source de cyber-attaques potentielles et d'espionnage industriel contre les entreprises allemandes². En ce qui concerne les pays de la Communauté des États Indépendants (CEI), plusieurs d'entre eux craignent les « tentations néo-impériales » de la Russie et cherchent des appuis du côté de l'Union européenne (UE), des États-Unis et de l'OTAN.

Depuis le premier mandat présidentiel de V. Poutine, la Russie manifeste une volonté de modifier son image, tout en maintenant son rôle de puissance intégratrice centrale dans la zone postsoviétique au moyen d'outils comme le « soft power » et la « diplomatie publique ». La révolution orange en Ukraine a rendu ce besoin pressant tandis qu'une croissance économique forte (2004-2008, jusqu'à la crise économique mondiale) a favorisé les capacités d'investissements dans la création de ce type d'outils. Cependant, cet effort de « soft power » et la préoccupation pour

Cette étude a été réalisée avec le soutien de la Direction de la Prospective du ministère des Affaires étrangères et européennes.

¹ <http://archive.kremlin.ru/appears/2008/09/19/1828_type63376type63381_206646.shtm>.

² Bundesamt für Verfassungsschutz, *Der Verfassungsschutzbericht 2009*, <www.verfassungsschutz.de/de/publikationen/verfassungsschutzbericht/vsbericht_2009/>, p. 311.

l'image projetée à l'extérieur n'ont pas empêché le raidissement parallèle de la politique étrangère russe, dont les trois points d'orgue ont été les crises gazières avec l'Ukraine (en janvier 2006 et 2009) et la guerre en Géorgie en août 2008. C'est dans ce contexte qu'il faut examiner le « soft power à la russe », sa spécificité et sa place dans le cadre d'une politique étrangère qui n'exclut pas le recours à la force.

L'auteur du concept, Joseph Nye, définit le « soft power » comme « la capacité d'un acteur politique d'infléchir le comportement d'autres acteurs par l'attraction plutôt que par la coercition ou la rétribution »³. Le « soft power » est étroitement lié au concept de diplomatie publique, qui est le moyen de le promouvoir en établissant une relation de confiance avec les populations étrangères et en gagnant « les cœurs et les esprits »⁴. Le « soft power » est avant tout associé aux États-Unis et à l'Europe. Cependant, d'autres pays s'intéressent désormais aux moyens d'influence non-coercitifs, notamment la Chine⁵ et la Russie. Ces deux pays, qui ne s'identifient pas à l'Occident, ressentent le besoin de se forger une image internationale respectable, de se faire accepter auprès des opinions publiques internationales pour créer un environnement régional et global bienveillant et favorable à leurs intérêts. La promotion d'une image positive du pays est un élément fondamental du « soft power » ; elle crée un point de jonction avec le « nation branding »⁶.

En matière de politique étrangère, l'objectif de la Russie depuis la fin de la guerre froide est de recouvrer le statut de grande puissance qui lui permettrait de participer de plein droit à la gouvernance mondiale⁷. Sa stratégie a évolué : si dans les années 1990, elle était prête à épouser les normes et valeurs occidentales, depuis les années 2000, elle cherche (comme la Chine) à développer un modèle politique et économique alternatif crédible face à un Occident démocratique et libéral. Ce modèle fait appel tant au « hard power » qu'au « soft power ». Or, l'attachement au premier peut profondément discréditer le deuxième. Cette contradiction échappe aux élites politiques russes, qui voient le « soft power » comme un autre moyen d'atteindre des objectifs politiques.

En effet, la prise de conscience de l'importance du « soft power » chez les élites russes est souvent datée de la « révolution orange » en

³ J. Nye, *Soft Power : the Means to Success in World Politics*, New York, Public Affairs, 2004, p. 7 ; J. Nye, « Public Diplomacy and Soft Power », *Annals, AAPSS*, 616, mars 2008, p. 94.

⁴ J. Melissen (éd.), *The New Public Diplomacy. Soft Power in International Relations*, New York, Palgrave Macmillan, 2005, 221 p.

⁵ La littérature sur le « soft power » chinois est abondante. Voir, par exemple : J. Kurlantzick, *Charm Offensive: How China's Soft Power Is Transforming the World*, Yale University Press, 2007, 320 p. ; Y. N. Cho, J. H. Jeong, « China's Soft Power », *Asian Survey*, Vol. XLVIII, n° 3, mai-juin 2008, p. 453-472 ; J. Withnowi, « The Concept of Soft Power in China's Strategic Discourse », *Issues and Studies*, vol. 44, n° 2, juin 2008, p. 1-28.

⁶ Ce terme a été « inventé » en 1998 par le Britannique Simon Anholt (site personnel <www.simonanholt.com/>, créateur du « Nation Brands Index » (<<http://nation-branding.info/2009/10/07/nation-brands-index-2009/>>). Voir aussi W. Olins, « Making a National Brand », in J. Melissen (éd.), *The New Public Diplomacy...*, *op. cit.*, p. 169-180. Sur le « nation branding » de la Chine et de la Russie, voir Th. Gomart, F. Pitti, « La Russie et la Chine prennent leurs marques », *La Tribune*, 25 janvier 2010.

⁷ D. Welch Larson, A. Shevchenko, « Status Seekers. Chinese and Russian Responses to US Primacy », *International Security*, Vol. 34, n° 4 (Spring 2010), p. 63-95.

Ukraine. Selon le politologue bulgare Ivan Krastev, celle-ci a représenté pour la Russie ce que le 11 septembre a été pour les États-Unis : un événement qui a radicalement modifié l'approche russe en matière de politique étrangère »⁸. Elle a été un véritable choc psychologique : « l'élite russe ne croyait pas que des fondations non-gouvernementales étaient capables de fomenter une révolte dans la société ukrainienne »⁹. Les dirigeants russes « s'en veulent d'avoir négligé ce type d'outil d'influence » et prônent la mise en place d'une politique active de « soft power »¹⁰.

Cependant, si les événements en Ukraine ont marqué une réelle prise de conscience au sein de l'élite russe sur le recul de l'influence de la Russie dans l'espace postsoviétique, le Kremlin s'était préoccupé bien avant de la dégradation progressive de l'image du pays à l'étranger, à laquelle la guerre en Tchétchénie a grandement contribué. En 2003-2004, l'affaire Youkos, l'arrestation de son président Mikhaïl Khodorkovsky, l'assassinat du journaliste Paul Khlebnikov, le début de la construction de la « verticale du pouvoir » ont convaincu les Occidentaux d'un raidissement du régime de V. Poutine¹¹. C'est dans son discours devant les ambassadeurs en juillet 2004 que le président Poutine a fixé comme objectif la construction d'une image nationale positive et « conforme à la réalité »¹². Toutefois, quelques mois seulement plus tard, l'interférence dans la campagne électorale ukrainienne (avec l'envoi de « spécialistes des technologies politiques » comme Gleb Pavlovski) et le soutien maladroit à V. Yanoukovitch ont valu à la Russie des accusations de néo-impérialisme.

L'idée que l'image internationale dégradée de la Russie serait aussi nuisible à ses intérêts économiques s'est progressivement répandue parmi les élites russes¹³. Ainsi, en 2006, l'échec de la fusion annoncée entre Severstal et Arcelor a été largement interprété en Russie comme la réticence (voire le refus) des Européens de laisser pénétrer l'« imprévisible » Russie au cœur de l'économie européenne. Selon la société de conseil russe M&A-Intelligence, en 2006, la Russie, à cause de sa mauvaise image, a manqué douze grandes opportunités d'achats d'actifs à l'étranger pour un montant de 49,4 milliards de dollars, dont 5 transactions pour Gazprom¹⁴ d'un montant total de 33 milliards de

⁸ I. Krastev, « Russia's Post-Orange Empire », 19 octobre 2005, <www.opendemocracy.net/democracy-ukraine/postorange_2947.jsp>. Voir aussi N. Popescu, « Russia's Soft Power Ambitions », *CEPS Policy Brief*, n°115, octobre 2006, 4 p. ; K. Kosačev, « Neftegezovaâ diplomatiâ kak ugroza marginalizacii » [La diplomatie pétro-gazière comme un risque de marginalisation], *Nezavisimaâ Gazeta*, 28 décembre 2004, <www.ng.ru/world/2004-12-28/5_uspeh.html>.

⁹ Entretien avec un expert russe à Moscou, novembre 2009.

¹⁰ Entretien avec le rédacteur d'une revue politique russe, Moscou, novembre 2009.

¹¹ Voir, par ex., S. Hirdman, « Russia's Role in Europe », Carnegie Moscow Center, Moscou, 2006, 19 p, <www.carnegie.ru/en/pubs/books/74201.htm>, p. 8-10.

¹² V. Poutine, Intervention devant les ambassadeurs et les représentants permanents de la Fédération de Russie, 12 juillet 2004, <http://archive.kremlin.ru/appears/2004/07/12/0000_type63374type63378_74399.shtml>.

¹³ Voir V. Feklunina, « Battle for Perceptions : Projecting Russia in the West », *Europe-Asia Studies*, vol. 60, n° 4, juin 2008, p. 605-629 ; N. Arbatova, *Rol' obraza Rossii v formirovanii obševropejskovo političeskogo prostranstva* [Le rôle de l'image de la Russie dans la construction de l'espace politique pan-européen], Moscou, IMEMO RAN, 2009, 132 p., <www.imemo.ru/ru/publ/>.

¹⁴ Comme, par exemple, l'achat de Centrica.

dollars¹⁵. Tout en dénonçant les « doubles standards »¹⁶ de l'UE, le gouvernement russe semble convaincu de l'utilité de promouvoir l'image de la Russie comme une puissance classique, capable de devenir une puissance économique.

¹⁵ *Mergers and Acquisitions*, 12 décembre 2006, <www.ma-journal.ru/ofpressa/5/>.

¹⁶ Voir, par exemple, les propos du ministre de l'Industrie à l'époque V. Khristenko après l'échec de la fusion Arcelor-Severstal dans *Kommersant-Den'gi*, 3 juillet 2006, <www.kommersant.ru/doc.aspx?DocsID=687048>.

Outils du « soft power » russe

La liste des ressources et des outils du « soft power » n'est pas exhaustive. Y est souvent classé tout moyen d'influence qui n'implique pas le recours à la force militaire ou une contrainte économique directe. Selon l'auteur du concept, J. Nye, le « soft power » comprend trois ressources : la culture, les valeurs et les politiques¹⁷. Le chercheur russe A. Tsygankov y inclut la légitimité politique, l'attractivité du modèle économique et des valeurs culturelles¹⁸. Un sinologue, dans une étude sur le « soft power » chinois, met l'accent sur trois autres instruments : transmission culturelle, leadership dans le monde en développement et construction de relations de confiance avec les États qui perçoivent la Chine comme une menace¹⁹.

Il est intéressant de noter que certains experts russes réduisent le « soft power » de leur pays à l'influence de l'église orthodoxe russe²⁰. En effet, les visites du Patriarche Cyrille en Ukraine (en juillet-août 2009 et en juillet 2010) et en Biélorussie (en septembre 2009) ont suscité l'enthousiasme des foules. Le nouveau patriarche russe semble faire preuve d'une « attitude subtile et efficace » : il met en avant l'unité et les valeurs partagées par l'ensemble du monde orthodoxe au-delà des frontières et indépendamment de la conjoncture politique actuelle²¹. Une visite serait prévue en Géorgie en 2010, particulièrement symbolique dans ce pays orthodoxe après la guerre d'août 2008.

Cependant, les possibilités de récupération et d'exploitation politique de ce canal d'influence par les autorités politiques ne semblent pas évidentes. Pour certains analystes, l'église orthodoxe russe « reste *de facto* une institution d'État, fortement soutenue par le gouvernement russe et le soutenant en échange »²². Sur plusieurs sujets, la position de l'église est proche de celle de l'État russe. Par exemple, dans un discours en 2008, avant de devenir Patriarche de toutes les Russies, le métropolite de Smolensk et de Kaliningrad Cyrille a affirmé que les droits de l'homme, apparus chez les peuples occidentaux dans « des conditions historiques spécifiques », ne peuvent pas « être plus importants que les valeurs spirituelles »²³. Le sens de ces propos correspond à la contestation par les

¹⁷ J. Nye, *Soft Power : The Means to Success in World Policy*, *op. cit.*

¹⁸ A. Tsygankov, « If Not by Tanks, then by Banks? The Role of Soft Power in Putin's Foreign Policy », *Europe-Asia Studies*, vol. 58, n° 7, novembre 2006.

¹⁹ J. Wuthnow, « The Concept of Soft Power in China's Strategic Discourse », *Issues and Studies*, vol. 44, n° 2, juin 2008, p. 1-28.

²⁰ Sur la renaissance de l'église orthodoxe russe et ses liens avec les autorités politiques voir J. Garrard & C. Garrard, *Russian Orthodoxy Resurgent : Faith and Power in the New Russia*, Oxford, Princeton University Press, 2008, 326 p.

²¹ Deux entretiens avec des experts à Moscou, novembre 2009.

²² V. Sirijos Gira, « Russia : Politics of Religion », *EasternPulse*, Issue 3 (18), 2010.

²³ 26 juin 2008, <www.patriarchia.ru/db/text/428391.html>.

autorités politiques du caractère universel des valeurs occidentales. Cependant, si sous le précédent patriarche Alexiy, l'église manifestait ouvertement des signes de proximité avec les milieux politiques et économiques²⁴, les nouvelles autorités religieuses font preuve d'un positionnement plus nuancé. Elles ne se laisseraient pas entraîner dans les querelles politiques internes et n'hésiteraient pas à se dissocier du discours officiel sur des sujets importants comme le passé historique²⁵.

Des divergences de lecture persistent concernant les outils économiques. La proposition russe d'allouer un crédit à l'Islande en octobre 2008 pour la sauver de la banqueroute a sûrement contribué à l'image d'une Russie économiquement prospère, tout en suscitant des craintes sur une éventuelle mainmise russe sur l'Europe. La vente de gaz à des tarifs préférentiels est sans doute un élément d'influence, mais comporte une dimension de contrainte non négligeable. La République de Nauru a bénéficié d'une aide financière russe de 50 millions de dollars pour avoir reconnu l'indépendance de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie en 2009. Enfin, les coupures de gaz à l'Ukraine, qui ont eu des répercussions dans les pays de l'UE, ont profondément altéré l'image de la Russie comme fournisseur stable et prévisible. Pour beaucoup, l'énergie (avec Gazprom en bras armé) serait l'outil le plus efficace de l'influence russe en Europe et dans la CEI.

En parlant des outils du « soft power » russe aujourd'hui, il faut distinguer, d'une part, les vecteurs d'influence dus à l'héritage soviétique, qui concernent avant tout les pays de la CEI et qui ont une valeur structurante pour cet espace. Ils sont adossés à la langue russe et à la présence des Russes dans ces pays. D'autre part, il s'agit des outils mis en place depuis le milieu des années 2000 qui s'adressent autant à l'espace de la CEI qu'à d'autres parties du monde, avant tout l'Europe et les États-Unis.

Principaux vecteurs d'influence russe dans les pays de la CEI

Langue russe

Le nombre de russophones dans les pays de la CEI enregistre un net recul depuis la chute de l'URSS. Cela s'explique avant tout par l'affirmation identitaire des Nouveaux États Indépendants, la promotion de la langue nationale, voire la prise de mesures de « dérussification » (fermeture des écoles russes, indisponibilité des chaînes de télévision et de la presse en

²⁴ Par exemple, des comités de coopération ont été créés à l'époque entre l'Église et les ministères. Plusieurs hauts fonctionnaires de différents ministères (dont le patron du service de contre-espionnage S. Lebedev) ainsi que des oligarques (V. Yakounin, S. Vaïnchtock, S. Pougatchev) ont reçu des hautes décorations de l'Église.

²⁵ Par exemple, si la classe politique russe a protesté contre la résolution de l'OSCE qui établissait un parallèle entre le stalinisme et le nazisme, l'archevêque Hilarion n'a pas hésité à comparer Staline à Hitler et le Goulag aux camps de concentration fascistes. (Interview publiée dans la revue *Expert*, n° 23 (661), 15 juin 2009, <www.expert.ru/printissues/expert/2009/23/interview_misiya_v_miru/>).

russe, etc.). La question de la langue russe dans ces pays est fortement politisée. Seule la Biélorussie a accordé au russe le statut de langue d'État ; au Kazakhstan et au Kirghizstan, le russe est l'une des langues officielles²⁶. Les autres pays de la CEI n'ont pas statué sur la question malgré les pressions de la Russie.

Cependant, une étude de la Fondation « Nasledie Evrazii » [Héritage de l'Eurasie] menée en 2007-2008 dans les anciennes républiques de l'URSS relève que la langue russe reste toujours largement répandue comme langue véhiculaire, mais la situation est très différente selon les pays²⁷. L'étude distingue trois groupes de pays :

Le premier groupe comprend la Biélorussie (78 % de russophones), l'Ukraine (70 %), le Kazakhstan (67 %) et la Moldavie (51 %). Le russe y domine ou reste aussi répandu que la langue nationale.

Le deuxième groupe inclut l'Arménie (33 %), le Tadjikistan (35 %) et le Kirghizstan (38 %). Environ le tiers de la population de ces pays parle russe et souhaiterait avoir plus de possibilités de l'étudier.

Enfin, le troisième groupe se compose de l'Azerbaïdjan (28 %) et de la Géorgie (30 %), où le russe est marginalisé par la langue nationale et les populations n'expriment aucune velléité de l'apprendre.

Le Tadjikistan risque de basculer rapidement de la deuxième à la troisième catégorie : en octobre 2009, le président du Tadjikistan a signé une loi sur la langue d'État, selon laquelle toute la communication avec les instances officielles ne se ferait désormais qu'en tadjik. Le pourcentage de ceux faisant leurs études en russe est en chute libre dans tous les pays (sauf la Biélorussie). La situation est donc préoccupante concernant les jeunes générations. La promotion du russe par la Russie est, notamment, financée dans le cadre du programme fédéral « La langue russe 2006-2010 », mené par le ministère de l'Enseignement et de la Recherche²⁸. La part du budget fédéral dans le financement de ce programme pendant sa durée est de 1 300 millions de roubles (32,5 millions d'euros).

Espace média russe (télévision, Internet)

Des sondages menés révèlent que les pays de la CEI restent des consommateurs actifs des produits médiatiques russes²⁹. Ainsi, en Arménie, au Kazakhstan, au Kirghizstan, en Moldavie, au Tadjikistan et en Ukraine, plus des trois-quarts de la population regarde la télévision russe. Cette part est de 96 % en Biélorussie. Même dans les pays comme l'Azerbaïdjan et la Géorgie, qui comptent beaucoup moins de russophones et où l'accès aux chaînes russes n'est pas toujours direct, les spectateurs des chaînes russes (permanents et occasionnels) représentent presque la moitié des habitants.

²⁶ V. Tiškov, « Russkij âzyk i russkoâzyčnoe naselenie v stranah SNG i Baltii » [La langue russe et la population russophone dans les pays de la CEI et les pays Baltes], *Vestnik Rossijskoj akademii nauk* [Courrier de l'Académie des Sciences russe], t. 78, n° 5, mai 2008, p. 415-423.

²⁷ « Russkij âzyk v novyh nezavissimyh gosudarstvah » [La langue russe dans les nouveaux états indépendants], Fondation « Nasledie Evrazii », Moscou, 2008, <www.funde.org/issues/books/2/>.

²⁸ Site officiel du programme <<http://russianlang.ru/>>.

²⁹ « Russkij âzyk v novyh nezavissimyh gosudarstvah », *op. cit.*

En ce qui concerne l'espace Internet (cyberespace), l'analyse est rendue difficile par l'absence de statistiques de téléchargement par langue. Cependant, la plupart des sites nationaux officiels (sauf en Géorgie) ont des versions russes, ce qui prouve l'importance des russophones pour les autorités de ces pays. Une grande partie des sites des médias nationaux ont également des versions en russe. La majorité de la population des pays de la CEI reste ainsi intégrée à l'espace multimédia russe.

Présence des diasporas russes dans les pays de la CEI et migrations des travailleurs vers la Russie³⁰

En 1989, on recensait 25 millions de Russes dans les Républiques soviétiques (en dehors de la RSFSR). D'après les recensements menés entre 2000 et 2004, ils seraient 18 millions. Entre 3,5 et 6 millions sont partis s'installer en Russie : ce flux a été actif au début des années 1990, mais s'est tari avec le temps (les Russes ne représentent que 32 % en 2007 dans l'immigration en provenance des NEI). Les autres ont choisi la nationalité du pays où ils habitent.

En revanche, la Russie est devenue un pôle d'attraction pour la main-d'œuvre des pays de la CEI. Le nombre de permis de travail délivrés aux ressortissants des États de la CEI est passé de 106 000 en 2000 à 537 000 en 2006, à 1,15 million en 2007. En Géorgie et en Arménie, une famille sur quatre ou cinq aurait l'un de ses membres en Russie. Les transferts de fonds de ces travailleurs (souvent saisonniers) jouent un rôle essentiel dans l'économie de leurs pays d'origine, en particulier celles de la Moldavie, du Tadjikistan, de l'Arménie ou du Kirghizstan. On estime, par exemple, qu'ils représentent environ la moitié du PIB du Tadjikistan et font vivre un tiers de la population du Kirghizstan. Le nombre de travailleurs illégaux se chiffre, selon les estimations, entre 4 et 6 millions. Il est à noter que les conditions de vie des travailleurs émigrés sont souvent déplorables et l'attitude xénophobe de la part des Russes est relatée dans la presse russe et étrangère.

Enseignement supérieur

L'enseignement supérieur est un élément important du « soft power », car il contribue à la formation de futures élites étrangères économiques, politiques et militaires bienveillantes vis-à-vis du pays qui a contribué à les former. Ils font partie des réseaux d'influence transnationaux et peuvent partager les mêmes valeurs³¹.

Les étudiants de la CEI représentent plus de la moitié des étudiants étrangers en Russie. Cependant, les flux des étudiants de la CEI se sont réduits depuis la fin de l'URSS. Même le Kazakhstan, traditionnellement un grand « consommateur » des services éducatifs russes, s'en est progressivement détourné : dans le cadre du programme présidentiel kazakh de financement des études à l'étranger (Balachakh), les étudiants se rendent de plus en plus souvent dans les pays occidentaux (notamment en Grande-Bretagne) au détriment de la Russie dont les universités

³⁰ Sauf indication contraire, les chiffres de cette sous-partie proviennent de : A. de Tinguay, « Un espace postsoviétique en pleine mutation », dans Ch. Jaffrelot et Ch. Lequesne (dir.) *L'enjeu mondial. Les migrations*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009, p. 85-93.

³¹ J. Nye cite l'exemple d'A. Yakovlev : ayant fait des études à *Columbia University*, il a eu une influence libérale sur M. Gorbatchev. J. Nye, « Soft Power and Higher Education », 2006, <<http://net.educause.edu/ir/library/pdf/ffp0502s.pdf>>.

n'offriraient plus un rapport qualité/prix satisfaisant. Excepté les « places budgétaires », financées par l'État, les études dans les meilleures universités russes représentent des coûts prohibitifs³². Un sondage parmi les étudiants étrangers révèle plusieurs reproches à l'égard des universités russes, comme l'« enseignement de matières inutiles pour le futur métier », le « manque d'équipements modernes », le « vieillissement du corps enseignant », le « peu de cours pratiques », etc.³³. Par ailleurs, les attitudes xénophobes n'épargnent pas les étudiants, avant tout ceux des pays du Caucase et d'Asie centrale.

Conscient de cette perte de positions, le gouvernement russe a lancé des réformes de grande ampleur dans le secteur pour le rendre compétitif et augmenter sa part sur le marché mondial des services éducatifs. Sa stratégie semble commencer à apporter ses premiers fruits : le pourcentage des effectifs mondiaux d'étudiants étrangers accueilli par la Russie a doublé en passant de moins de 2 % en 2000 à 4,3 % en 2008. Selon la dernière étude de l'OCDE³⁴, la Russie s'impose désormais comme un acteur émergent sur le marché international de l'éducation, en affichant la progression la plus forte en termes relatifs, tandis que les principaux pays d'accueil marquent un net recul (sur la même période la part des États-Unis est passée de 26 à 19 %, tandis que l'Allemagne et le Royaume-Uni ont également perdu du terrain).

En matière d'enseignement supérieur, la Russie estime toujours qu'il s'agit de son avantage compétitif. S'appuyant sur la langue russe, elle entend maintenir un rôle leader dans l'espace de la CEI ce qui est directement énoncé dans la « Conception de la politique d'État dans le domaine de formation des cadres nationaux pour les pays étrangers dans les établissements d'enseignement russes », approuvée par le président Poutine en octobre 2002³⁵. Une « Conception du développement des exportations des services éducatifs 2011-2020 » est en cours de préparation³⁶. Cependant, malgré la volonté déclarée au plus haut niveau d'attirer des étudiants étrangers, la Russie octroie peu de bourses, maintient un système de quotas inadéquat et conserve une législation défavorable à l'accueil des étudiants étrangers. Pour l'instant, « il ne s'agit que du *potentiel* de l'enseignement supérieur comme outil du "soft power" russe » pour la réalisation duquel il manquerait un programme clair et cohérent et des outils bien définis³⁷. Certaines universités sont actives sur le terrain et créent des filiales dans la CEI (il en existe une quarantaine³⁸).

³² Voir le classement des établissements d'enseignement supérieur de la capitale selon le prix des études par l'agence russe Reitor, juin 2009, <<http://reitor.ru/ru/observatory/stoimosty/stoim2009/>>.

³³ A. Birûkov, « Internacionalizaciâ rossijskogo vysšego obrazovaniâ » [Internationalisation de l'enseignement supérieur russe], *Mirovaâ Ekonomika i Meždunarodnye Otnošeníâ*, n° 10, 2006, p. 83.

³⁴ OCDE, *Regards sur l'éducation 2010*, <www.oecd.org/dataoecd/45/38/45926102.pdf>, p. 353-355.

³⁵ <www.russia.edu.ru/information/legal/law/inter/conception/>.

³⁶ <www.russia.edu.ru/information/analit/official/3783>.

³⁷ M. Lebedeva, J. For, « Vysšee obrazovanie kak potencial "mâgkoj sily" Rossii » [L'enseignement supérieur comme potentiel du « soft power » russe], *Vestnik MGIMO (U)*, 2009, p. 200-205.

³⁸ La liste est disponible sur le portail d'information du ministère de l'Enseignement et de la Recherche pour les étudiants étrangers, <www.russia.edu.ru/obruch/sng/1103/>. Le portail

Des Universités slaves proposent des formations en russe et selon les programmes russes dans certains pays de la CEI (Kirghizstan, Tadjikistan, Arménie, Biélorussie). La Russie cherche à promouvoir de nouvelles formes de coopérations multilatérales avec les pays de la CEI, comme l'Université de l'Organisation de Coopération de Shanghai dont la création a été annoncée en octobre 2008. Il s'agit de mettre en réseau plusieurs universités déjà existantes dans les pays membres et observateurs avec des programmes concertés et une possibilité d'échange des étudiants. Pour l'instant, le projet a plus de valeur symbolique que de substance. Certaines universités, comme celle de l'Amitié des Peuples, sont actives dans la création des formations à distance pour les russophones à l'étranger.

Outils mis en place depuis 2004

Depuis 2004, la Russie a investi dans plusieurs outils de « soft power » et de diplomatie publique. La tendance s'est maintenue sous D. Medvedev, malgré le contexte de crise. On peut parler, d'une part, de campagnes d'information et de communication et, d'autre part, de la création de « structures-relais » du « soft power » russe.

Campagnes d'information et de communication

Les campagnes de communication ont pour objectif de prouver que la Russie est un interlocuteur responsable et incontournable avec une économie très dynamique et une démocratie en devenir. Cependant, elles défendent également le principe d'une « spécificité russe » : S. Ivanov, ancien ministre de la Défense, avait affirmé en 2004 que « s'il y avait une démocratie occidentale, il devrait y avoir une démocratie orientale »³⁹, avant que Vladislav Sourkov ne suggère le terme de « démocratie souveraine » en 2006. Ces campagnes s'adressent au public étranger, mais ont aussi un impact intérieur non négligeable. Elles alimentent la fierté nationale et sont bien perçues par l'opinion publique comme preuve que les autorités russes sont soucieuses du prestige du pays après l'« humiliation » des années de transition⁴⁰. Ces stratégies s'appuient sur les agences d'information russes, le recours à des agences de communication occidentales et la création de nouveaux canaux d'information en langues étrangères (essentiellement en anglais, mais aussi dans d'autres langues).

a été créé en 2006 et propose des informations en 10 langues aux étudiants étrangers potentiels.

³⁹ *Rossijskaâ Gazeta*, 15 juillet, 2004, <www.rg.ru/2004/07/15/ivanov-london.html>.

⁴⁰ Par exemple, selon un sondage du Centre Levada, le deuxième grand succès de la présidence de V. Poutine (après l'augmentation des retraites, des salaires et des allocations familiales) est la restauration du prestige international du pays et de son statut de « grande puissance ». Centre Levada, *Vladimir Putin v glazah rossiân* [Vladimir Poutine aux yeux des Russes], 20 septembre 2010, <www.levada.ru/press/2010092002.html>.

L'agence d'information russe RIA Novosti a été complètement refondée en 2004⁴¹. Bien informé, son site en plusieurs langues (10 au total) est devenu un outil de consultation précieux pour les chercheurs et experts occidentaux. Depuis 2004, l'agence organise en Russie les rencontres du « Club Valdai » à l'attention d'un panel restreint de 30-40 chercheurs, experts, journalistes et leaders d'opinion étrangers, qui leur donnent un accès aux décideurs russes (y compris le président et le premier ministre), ainsi qu'à des représentants de l'opposition.

Cependant, depuis 2009, l'apparition d'un autre forum reflète la dichotomie du pouvoir actuel russe et brouille le message envoyé à l'étranger. Désormais, les rencontres traditionnelles de Valdai sont associées à V. Poutine tandis que le nouveau forum de Yaroslavl' (qui aurait l'ambition de devenir le « Davos russe ») à D. Medvedev⁴². Les leaders d'opinion et les experts se sentiraient incités à se positionner ce qui serait déjà le cas de certains, selon des observateurs extérieurs (S. Karaganov et V. Nikonov pour Valdai et V. Sourkov, G. Pavlovsky, I. Yurgens et V. Inozemtsev pour Yaroslavl'⁴³). Si le mot d'ordre de V. Poutine délivré à Valdai est la « stabilité avant tout », celui de D. Medvedev à Yaroslavl' est la « modernisation ». Le traitement d'information est différent : les réponses de Medvedev ont été publiées en intégralité sur le site présidentiel, tandis que seules les réponses aux six premières questions posées à V. Poutine ont été accessibles aux journalistes. La campagne de communication destinée à l'étranger en pâtirait et donnerait lieu à des interprétations dévalorisantes pour l'état de la Russie dans la presse étrangère⁴⁴.

Une attention particulière est accordée aux médias en langue anglaise destinés au public international. En avril 2005, RIA Novosti fonde la chaîne anglophone *Russia Today*⁴⁵ qui diffuse sur tous les continents à l'exception de l'Amérique du Sud. Depuis 2007, le journal *Rossiyskaya Gazeta* publie des suppléments mensuels en partenariat avec les médias internationaux les plus prestigieux dont le tirage global dépasse désormais 3 millions d'exemplaires⁴⁶. Plusieurs quotidiens (comme *Kommersant* jusqu'à la fin 2008) ou des revues comme *Russia in Global Affairs*

⁴¹ Voir le témoignage de la directrice S. Mironyuk, rapporté dans P. Finn, « Russia Pumps Tens of Millions into Burnishing Image Abroad », *The Washington Post*, 6 mars 2008, <www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2008/03/05/AR2008030503539_2.html>.

⁴² Plusieurs commentaires sont parus sur la tenue successive de ces deux forums dans la presse occidentale et russe en septembre 2010. Voir, par exemple, N. Buckley, « Medvedev's Valdai Snub : on Putin's Orders? », le blog de *Financial Times*, 6 septembre 2010, <<http://blogs.ft.com/beyond-brics/2010/09/06/medvedevs-valdai-snub-on-putins-orders/>> ou A. Dubien, « Valdai-Yaroslavl », éditorial pour *Eurasia Intelligence Report*, n° 5, 15 septembre 2010, <www.eurint.ch/IMG/pdf/excerpt_eurint_n5_fr.pdf>.

⁴³ Cité d'après P. Baev, « Putin and Medvedev Stage Contrasting Political Shows », The Jamestown Foundation, *Eurasia Daily Monitor*, vol. 7, Issue 163, 13 septembre 2010.

⁴⁴ Voir, par exemple, D. Hearst, « Who Really Wields Power in Russia », *The Guardian*, 13 septembre 2010, <www.guardian.co.uk/commentisfree/2010/sep/13/russia-security-service-kgb-fsb>.

⁴⁵ La chaîne diffuse aussi désormais en arabe depuis 2007.

⁴⁶ *The Washington Post* (États-Unis), *The Daily Telegraph* (Grande-Bretagne), *Le Figaro* (France), *The Economic Times* (Inde), *Jornal do Brasil* (Brésil), *Duma* (Bulgarie), *La Repubblica* (Italie), *El Pais* (Espagne), *Clarín* (Argentine). Le site du supplément en français « La Russie aujourd'hui » est disponible sur <www.lefigaro.fr/larussiedaujourd'hui> et <www.larussiedaujourd'hui.fr>.

(adossée au prestigieux label américain de *Foreign Affairs*) ont des versions électroniques anglaises. RIA Novosti finance une autre revue exclusivement en anglais, *Russia Profile* (aujourd'hui seulement en version électronique). Le portail bilingue (russe-anglais) *Eurasian Home* se positionne comme un forum de discussion libre pour les experts, hommes politiques et journalistes sur cette zone⁴⁷. Des interviews et des articles de V. Poutine et D. Medvedev sont régulièrement traduits et publiés dans les médias occidentaux⁴⁸.

Tout événement qui met la Russie en valeur est exploité médiatiquement, que ce soit les anniversaires de la victoire dans la Grande guerre patriotique (avec la création d'un site spécialement dédié au 60^e anniversaire, les parades militaires qui permettent de présenter les derniers équipements militaires et contribuent ainsi à projeter l'image d'un pays fort à l'étranger), la victoire russe à l'Eurovision en 2008 ou les Jeux Olympiques de Sotchi en 2014. Ces « mises en valeur » ont un coût pour les budgets fédéral et locaux : 120 millions de roubles (30 millions d'euros) pour la journée de la Victoire dépensés par la mairie de Moscou en 2010 (dont 45 millions pour assurer de bonnes conditions météo)⁴⁹ ; 185 milliards de roubles (4,6 milliards d'euros) pour les jeux Olympiques à Sotchi⁵⁰. En 2006, pour la première fois, une agence de communication étrangère (américaine), Ketchum, a été engagée pour la promotion de la présidence russe du G8 à Saint-Pétersbourg. Le coût de l'opération s'est chiffré à 2 millions de dollars⁵¹. Récemment, un autre projet a été confié à Ketchum qui modère, depuis l'été 2010, le site consacré à la modernisation en Russie (<www.modernrussia.com>), entièrement anglophone. Son objectif est de « fournir une information précise sur le climat des investissements et les opportunités économiques en Russie ».

Les campagnes de communication peuvent aussi avoir pour objectif la protection de la mémoire historique, notamment, liée à la Seconde guerre mondiale. Le transfert du « Soldat de bronze » du centre ville de Tallin (Estonie) en 2007 et les querelles autour de l'entretien des sépultures de soldats russes à l'étranger ont été très mal vécus non seulement par les élites, mais aussi par le peuple russe⁵². La victoire de l'URSS dans la Grande guerre patriotique reste toujours un élément central de la fierté et de l'identité nationale russe ; les « tentatives de révision » ne sont pas acceptées. L'interprétation de l'histoire et l'historiographie sont considérées par les autorités russes comme une « affaire politique » à suivre de près, car elles sont indissociables du discours actuel sur la « grandeur » du pays.

⁴⁷ <www.eurasianhome.org>.

⁴⁸ Pour donner quelques exemples, V. Poutine, « Elargir l'OTAN, c'est ériger de nouveaux murs de Berlin », *Le Monde*, 31 mai 2008 ; V. Poutine, « Russia is Europe's Natural Ally », *Sunday Times*, 25 mars 2007 ; « Poutine : "La Russie devra choisir des cibles en Europe" », interview avec F. Nodé-Langlois et P. Rousselin, *Le Figaro*, 4 juin 2007 ; Interview de Poutine au *Suddeutsche Zeitung*, 10 octobre 2006 ; Interview de D. Medvedev au *Figaro*, 2 juillet 2008, au *Financial Times*, 24 mars 2008, à *Der Spiegel*, 11 novembre 2009, etc.

⁴⁹ Interfax, <<http://news.rambler.ru/Russia/head/6226733/>>.

⁵⁰ Evaluation du vice Premier-ministre D. Kozak, 23 juillet 2010, <www.vesti.ru/doc.html?id=379896>.

⁵¹ Annexe de « Russian Public Relations Activities and Soft Power », *Russian Analytical Digest*, n° 81, 16 juin 2019, <www.isn.ethz.ch/isn/Current-Affairs/Policy-Briefs/Detail/?lng=en&id=117631>.

⁵² Voir, par exemple, le sondage FOM, 10 mai 2007, <<http://bd.fom.ru/report/map/d071910>>.

Cette position justifierait « l'ingérence dans le travail des historiens, l'approbation officielle des manuels d'école, la création de structures politiques engagées, une régulation législative ainsi que les tentatives de légitimer et de justifier idéologiquement ce genre de pratiques »⁵³. En mai 2009, le président a signé l'Oukase sur la création de la Commission pour empêcher la falsification de l'Histoire au détriment des intérêts de la Russie (sous la présidence du chef de l'administration présidentielle S. Narychkine)⁵⁴ qui comprend des historiens et des hauts fonctionnaires dont l'objectif est d'empêcher la révision des résultats géopolitiques de cette guerre qui « pourrait servir de base pour des prétentions politiques, financières et territoriales »⁵⁵. Membre de cette commission, historienne et femme politique (députée du parti politique *Rodina* entre 2003 et 2007), N. Narotchnitskaya a présenté en 2008 dans plusieurs capitales européennes son livre « La Russie et sa place dans le monde. Pour quoi et contre qui avons-nous fait la guerre ? »⁵⁶. En outre, elle dirige l'une des deux fondations créées en 2008 à Paris et à New York, l'Institut pour la démocratie et la coopération, dont la vocation, outre la préservation de la mémoire historique, est de scruter les violations des droits de l'homme dans les pays occidentaux⁵⁷.

Quelques autres sujets historiques particulièrement sensibles font l'objet d'un travail de communication spécifique. Ainsi, sur le site du ministère des Affaires étrangères (MAE) russe sont désormais accessibles les archives (y compris celles du FSB, Service fédéral de sécurité) sur la famine en URSS dans les années 1930-1934, l'un des sujets les plus sensibles des relations russo-ukrainiennes⁵⁸. En septembre 2009, le discours de V. Poutine à Gdansk fournit un autre exemple : relativement bien accueilli malgré les lectures divergentes russes et polonaises sur les responsabilités dans le déclenchement de la guerre, il a laissé une porte ouverte à la discussion⁵⁹. Une commission consacrée aux questions historiques « difficiles » dans les relations bilatérales est présidée par le recteur de l'Institut d'État des Relations internationales à Moscou (MGIMO-Université) A. Torkounov et l'ancien ministre des Affaires étrangères polonais A. Rotfeld⁶⁰.

⁵³ Voir le numéro consacré à ce sujet de *Russian Analytical Digest* « History Writing and National Myth-Making in Russia », n° 72, 9 février 2010, <www.isn.ethz.ch/isn/Digital-Library/Publications/Detail/?ots591=0c54e3b3-1e9c-be1e-2c24-a6a8c7060233&lng=en&id=112634>.

⁵⁴ 19 mai 2009, <<http://state.kremlin.ru/face/4121>>.

⁵⁵ Intervention de S. Narychkine à la séance de la Commission pour empêcher la falsification de l'Histoire au détriment des intérêts de la Russie, 28 août 2009, <<http://state.kremlin.ru/face/5336>>.

⁵⁶ Traduction en français : « Que reste-t-il de notre victoire ? », Paris, Editions des Syrtes, 2008.

⁵⁷ <www.idc-europe.org/ru/index.asp>. L'antenne à New York est dirigée par Andranik Migranian.

⁵⁸ Disponible à l'adresse : <www.mid.ru/ns-arch.nsf/932b471b7dc29104c32572ba00560533/22fa7cb39af8e09ec32574bb003a7f8c?OpenDocument>.

⁵⁹ Voir par exemple l'analyse de la presse allemande : [Poutine a trouvé des mots justes à Gdansk], *Der Spiegel*, 3 septembre 2009, traduit par Inosmi, <www.inosmi.ru/russia/20090903/252233.html>.

⁶⁰ <www.mgimo.ru/news/international_contacts/document8086.phtml>.

Un autre moyen de promouvoir la Russie est la volonté de positionner le pays comme un centre d'initiatives politiques. On peut citer la proposition de Poutine adressée aux États-Unis sur l'utilisation commune du radar de Gabala en Azerbaïdjan en 2007 ou la suggestion de Medvedev en mai 2008 d'un nouveau traité de sécurité paneuropéen. En juin 2009, en pleine crise économique, au Forum économique de Saint-Pétersbourg, D. Medvedev propose la Russie comme centre de discussions sur la réforme des institutions de gouvernance financière mondiale. Dans toutes ces propositions, la Russie souligne son attachement au droit international, au renforcement des institutions internationales et à la coopération multilatérale⁶¹. La méfiance ou l'ignorance de l'Occident vis-à-vis de ses propositions alimente les déceptions et un discours sur les « *a priori* anti-russes qui sont tellement forts que même quand on propose quelque chose de constructif, l'Occident cherche le piège et rejette d'emblée les initiatives russes»⁶². En laissant sans réponse « valable et argumentée » les initiatives russes, l'Occident « alimente le discours de la partie anti-occidentale de l'élite russe »⁶³.

On peut aussi classer dans la politique russe de « soft power » la recherche d'un rôle moteur dans les organisations régionales comme l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) ou EurAzES⁶⁴. La coopération avec les organisations multilatérales s'inscrit aussi dans la construction de l'image⁶⁵. Les politiques d'adhésion à des organismes internationaux comme, par exemple, l'Organisation mondiale du commerce (OMC) sont très complexes. Les conditions d'adhésion comptent autant que l'objectif final. La logique de « se faire accepter » rivalise avec celle de « se faire respecter » ce qui provoque des revirements. Ainsi, en juin 2009, la Russie a annoncé qu'elle privilégiait désormais une adhésion collective à l'OMC après avoir parachevé une Union douanière avec la Biélorussie et le Kazakhstan. Ce changement de position reflète la déception des élites dirigeantes russes vis-à-vis d'un processus d'adhésion qui serait devenu, selon elles, trop politisé sous l'influence des États-Unis⁶⁶ et humiliant pour la Russie. Ceci avant de revenir sur cette décision au printemps 2010 : elle envisage désormais de nouveau d'y adhérer seule⁶⁷.

La Russie exploite activement la marque BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine). Ce concept, proposé en 2003 par des économistes de la banque

⁶¹ V. Baranovskij (dir.), « Rossiâ i mir : 2009 » [La Russie et le monde : 2009], Rapport IMEMO/Fondation de perspectives et d'initiatives, partie II « Politique extérieure », <www.globalaffairs.ru/docs/imemo_prognosis.pdf>.

⁶² Entretien avec un expert russe à Moscou, novembre 2009.

⁶³ *Idem*.

⁶⁴ Communauté Economique Eurasiatique (créée en octobre 2000) réunit aujourd'hui six pays membres (Biélorussie, Kazakhstan, Kirghizstan, Ouzbékistan, Russie et Tadjikistan).

⁶⁵ V. Baranovskij (réd.), *Formirovanie pozitivnogo imidža Rossii čerez vzaimodejstvie s mnogostoronnimi meždunarodno-političeskimi institutami* [La formation de l'image positive de la Russie à travers la coopération avec les institutions multilatérales internationales politiques], Moscou, IMEMO RAN, 2008, 128 p., <www.imemo.ru/ru/publ/2008/08011.php>.

⁶⁶ V. Poutine le dénonce depuis 2006, 5 juillet 2006, site de *Edinayâ Rossiâ*, <[www.edinros.ru/text.shtml?4/9431.\[rubrid\]](http://www.edinros.ru/text.shtml?4/9431.[rubrid])>.

⁶⁷ Le 28 mai 2010, le vice ministre russe des Affaires étrangères A. Grouchko a annoncé une possible adhésion de la Russie à l'OMC avant la fin 2010, <<http://fr.rian.ru/world/20100528/186783829.html>>.

Goldman Sachs⁶⁸, la valorise, car il marque son appartenance au monde des économies émergentes prometteuses. Certains experts contestent l'appartenance de la Russie à ce club à cause de ses faiblesses structurelles⁶⁹. D. Medvedev s'emploie personnellement à remplir ce format de substance, à mettre en valeur les points de convergence des quatre membres⁷⁰ et à donner de la régularité aux rencontres dans ce cadre (le premier sommet a eu lieu en 2009 à Ekaterinbourg et le deuxième en 2010 au Brésil). Cette enceinte semble surtout exploitée comme multiplicateur de puissance face aux États-Unis et à l'Europe⁷¹.

Nouveaux « relais » de transmission

La Russie possède désormais un dispositif de « soft power » qui comprend plusieurs structures publiques chargées de l'amélioration de son image, de la promotion de son influence dans les pays de la CEI à travers, notamment, les liens avec les compatriotes (*sootetchestvenniki*), ainsi que des Fondations, financées directement ou indirectement par l'État, dont l'objectif est la promotion de la langue, de la culture et de l'enseignement du russe et en russe. La défense des intérêts des citoyens à l'étranger, qui concerne avant tout les pays de la CEI, a acquis sous la présidence Poutine une grande valeur symbolique ; elle est liée au discours sur la grandeur de la Russie. Cependant, pour les partenaires de Moscou, elle se situe à la jonction du « soft power » et du « hard power » russe. Ainsi, l'une des raisons officielles de l'intervention militaire en Géorgie a été la protection des concitoyens dans l'Ossétie du Sud. Au fond, cette politique revêt trois dimensions : politique (par ex., pression sur la Géorgie par la distribution de passeports russes aux habitants d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud) ; campagne d'image à la valeur symbolique (octroi de passeports et de facilités de voyage aux descendants d'émigrés blancs en Occident⁷²) ; démographique (programme fédéral du retour bénévole des compatriotes en Russie lancé depuis 2006⁷³). Depuis les amendements apportés à la loi fédérale sur la Défense en novembre 2009, la protection des citoyens russes peut constituer une raison pour l'envoi des forces armées à

⁶⁸ D. Wilson, R. Purushothaman, « Dreaming with BRICs: The Path to 2050 », Goldman Sachs, Global Economics Paper, n° 9, octobre 2003.

⁶⁹ N. Roubini, « Quels sont les vrais pays émergents ? », *Les Echos*, 16 novembre 2009, <www.lesechos.fr/info/analyses/020218923227-quels-sont-les-vrais-pays-emergents-.htm>.

⁷⁰ D. Medvedev « Obšie celi – obšie dejstviâ » [Objectifs communs – actions communes], *Vedomosti*, 13 avril 2010.

⁷¹ Voir aussi sur la Russie et les BRIC : C. Roberts, « Russia's BRICs Diplomacy : Rising Outsider with Dreams of an Insider », *Polity*, n° 1, 2010, p. 38-73 ; Th. Gomart, « La Russie s'épanouit dans les BRIC », *La Tribune*, 31 mai 2010 ; Th. Gomart, « L'Europe dans la politique étrangère russe : nécessaire, mais plus suffisante », *Russie.Nei.Visions*, n°50, mai 2010, <www.ifri.org/index.php?page=detail-contribution&id=6050&id_provenance=87&provenance_context_id=52>.

⁷² Comme à la fille du général blanc Denikine par oukase personnel de Poutine en 2005. *Rossijskaâ Gazeta*, 27 avril 2005, <www.rg.ru/2005/04/27/denikina.html>.

⁷³ En 2007-2009, le nombre de bénéficiaires du programme d'aide au déménagement est de 6 635 personnes. La faiblesse des résultats est reconnue dans les documents officiels du Service fédéral des Migrations, <www.fms.gov.ru/programs/fmsuds/files/monitoring.pdf>.

l'étranger⁷⁴. Pour les pays Baltes, par exemple, cette approche rime avec l'ingérence dans les affaires internes des Etats souverains⁷⁵.

En mars 2005, une Direction spéciale a été créée au sein de l'administration présidentielle chargée de la coopération internationale et culturelle avec les pays étrangers. La nomination de Modest Kolerov, un « spécialiste des technologies politiques », confirmait que la Direction a été créée en réaction à la « révolution orange » et que sa vocation première était de promouvoir l'influence russe dans l'espace postsoviétique, autrement dit d'empêcher la répétition de ce type d'événements. Depuis juin 2008, elle est dirigée par S. Vinokourov. Des commissions au sein de la Douma et du Conseil de la Fédération suivent les mêmes sujets.

En octobre 2008, une nouvelle structure publique a remplacé l'ancien *Roszaroubezhcentr* qui gérait le réseau des centres culturels et scientifiques russes à travers le monde et dont les activités nécessitaient une modernisation. La nouvelle Agence fédérale pour les affaires de la CEI, les compatriotes à l'étranger et la coopération internationale « humanitaire » (culturelle) (*Rosstrudnicestvo*), qui relève du MAE a pour objectif « la création d'une image positive de la Russie à l'étranger, le soutien des compatriotes, la promotion des intérêts russes et la popularisation de la langue, de la culture, de la science et de l'enseignement russes dans le monde »⁷⁶. Enfin, en juin 2009, une nouvelle Commission a été créée au sein de l'administration présidentielle, chargée de l'image de la Russie à l'étranger (elle est censée notamment « corriger des erreurs d'image » commises depuis le début de la présidence Medvedev et anticiper les conséquences et les réactions à l'étranger à la suite de telle décision russe)⁷⁷. Elle est aussi dirigée par S. Narychkine⁷⁸.

Ce dispositif est complété par la création de plusieurs Fondations étroitement liées à l'État. La Fondation *Russkij Mir* (Monde russe), dirigée par V. Nikonov, a été créée en 2007 par le MAE et le ministère de l'Enseignement et de la Recherche (MER) pour promouvoir la langue et la culture russes. La Fondation, qui se voit comme un équivalent du *British Council* ou de l'Institut Confucius, se montre dynamique : depuis sa création, une cinquantaine de centres russes ont été ouverts dans trente pays du monde. Certaines fondations ont explicitement une vocation régionale et s'adressent à la CEI : depuis mai 2006, à l'initiative de l'adjointe au président D. Pollyeva, une Fondation intergouvernementale de

⁷⁴ Loi fédérale « Sur les amendements à la Loi fédérale "Sur la Défense" », signée par le président le 9 novembre, n° 252-FZ, <www.kremlin.ru/acts/5935>.

⁷⁵ A. Kudors, « "Russian World" – Russia's Soft Power Approach to Compatriots Policy », *Russian Analytical Digest*, n° 81, 16 juin 2010, <www.isn.ethz.ch/isn/Current-Affairs/Policy-Briefs/Detail/?lng=en&id=117631>.

⁷⁶ Son directeur est F. Moukhametchine (62 ans, ancien ambassadeur en Ouzbékistan). La structure emploie 257 personnes dans le bureau central et a hérité d'une centaine de centres à travers le monde, <<http://rs.gov.ru/>>.

⁷⁷ Dirigée par S. Narychkine, chef de l'administration présidentielle, cette commission, qui siège à huis clos, comprend, par exemple, S. Lavrov, ministre des Affaires étrangères et S. Prikhodko, adjoint au président pour les questions internationales.

⁷⁸ Cette Commission existait auparavant auprès du MAE russe et son transfert à l'administration présidentielle est considéré comme une « montée en gamme ». *Nezavisimaâ Gazeta*, 17 juin 2009, <www.ng.ru/politics/2009-06-17/1_image.html>.

coopération dans le domaine éducatif, scientifique et culturel réunit les pays de la CEI, sauf la Géorgie, l'Azerbaïdjan et la Moldavie⁷⁹.

Financement et efficacité du dispositif créé

Le montant du budget que la Russie octroie à ses outils de « soft power » est difficile à évaluer précisément, car il se compose d'éléments divers et manque de transparence. Un montant de plusieurs dizaines de millions de dollars, invérifiable, circule de manière non officielle dans les cercles d'expertise et dans la presse. Le vice-directeur d'une structure publique mentionnée plus haut affirme que le montant de son budget « n'est pas du tout un secret » mais... qu'il ne le connaît simplement pas⁸⁰. Il faudrait aussi prendre en compte les campagnes de relations publiques de quelques « champions nationaux » comme Gazprom, qui aurait investi 11 millions d'euros en 2007 dans l'amélioration de son image en Occident à la suite des « guerres du gaz » avec l'Ukraine⁸¹. Fin 2008, avant la coupure du gaz à l'Ukraine, le monopole gazier a notamment mis en place un site spécial (anglophone) pour expliquer ses positions dans les négociations avec ce pays⁸².

Quelques éléments disponibles et les comparaisons internationales (voir encadré 1) permettent de conclure que même si la Russie investit activement depuis 2004 dans des outils de « soft power », les montants de ces investissements restent inférieurs à ceux des États-Unis ou de grands pays européens, mais aussi de la Chine.

En septembre 2008, lors d'une réunion avec D. Medvedev, V. Nikonov, président de « Russkij Mir », dresse un bilan très critique du dispositif du « soft power » russe : parmi les faiblesses, il cite, notamment, l'insuffisance des moyens financiers, un nombre trop faible d'ONG impliquées, une législation (notamment, fiscale et douanière) dissuasive et des obstacles bureaucratiques qui rendent difficile l'activité des fondations⁸³. La chercheuse N. Arbatova pointe l'utilisation fréquente du langage de confrontation par les hommes politiques russes qui mine toute approche constructive⁸⁴, et les erreurs de communication (manque d'explication, de formulation claire des positions)⁸⁵. Lilia Shevtsova, chercheur au Centre Carnegie de Moscou, souligne l'incapacité de la Russie d'identifier le niveau approprié de représentation politique dans des forums importants⁸⁶. Plusieurs experts notent l'absence d'une vision à long

⁷⁹ Site de la Fondation <www.mfsg-sng.org/about>.

⁸⁰ Entretien à Moscou, novembre 2009.

⁸¹ *Kommersant*, 16 janvier 2007, <www.kommersant.ru/doc.aspx?DocsID=734218>.

⁸² <www.gazpromukrainefacts.com/>.

⁸³ Rencontre de D. Medvedev avec des représentants des associations, 19 septembre 2008, <http://archive.kremlin.ru/appears/2008/09/19/1828_type63376type63381_206646.shtml>.

⁸⁴ N. Arbatova, *Rol' obraza Rossii...*, op. cit.

⁸⁵ N. Arbatova, « Rossiâ tože soveršaet ošibki » [La Russie fait aussi des erreurs], *Telegraf* (Lettonie), 30 mai 2007.

⁸⁶ L. Ševcova, « Rossiâ boitsâ vseirnogo razgovora » [La Russie a peur d'une conversation mondiale], *Novaya Gazeta*, 2 février 2006, <www.novayagazeta.ru>.

terme, d'une politique cohérente et un manque de coordination entre les différentes institutions créées. La Russie fait rarement le bilan critique de ses résultats pour rectifier sa stratégie : les rapports annuels qui détaillent les listes des manifestations organisées par telle Fondation n'en font aucunement office. Ainsi, depuis sa création, *Russia Today* n'a jamais mené d'étude sur son audience et son impact. Les faibles résultats du programme de déménagement des compatriotes n'ont pas empêché sa reconduction en 2008-2010 avec des objectifs encore plus ambitieux. Cependant, certains experts qualifient cette politique de « molle », car elle évite soigneusement les solutions qui pourraient réellement changer la situation, comme l'adoption d'une législation sur la citoyenneté russe plus libérale (conversion possible du statut de « compatriote » en citoyenneté russe)⁸⁷.

Encadré 1 : Éléments de comparaison pour évaluer le budget du « soft power » russe

- Le budget de *Russkij Mir* représente environ 500 millions de roubles (11 millions d'euros) par an. Dans une interview en novembre 2009, son président se plaint que le « *British Council*, qui remplit un rôle similaire, ait un budget 50 fois supérieur »⁸⁸. En effet, le budget du BC se chiffre à 645 millions de livres sterling (ou 710 millions d'euros) dont seulement 32 % proviennent du gouvernement⁸⁹.

- Le budget de la chaîne de télévision *Russia Today* se chiffre en 2009 à 3,6 milliards de roubles (ou 82 millions d'euros⁹⁰). S'il est comparable avec le budget de France 24 – 87 millions d'euros en 2007⁹¹, il est largement inférieur aux budgets de la *Deutsche Welle* – 275 millions d'euros en 2009⁹² ou de *BBC World* – 600 millions d'euros en 2007⁹³.

- Une structure comme *Rossotrudnicestvo* qui appartient au MAE mais est financée directement par le budget fédéral, dispose d'environ 23 millions de roubles (523 000 euros) par trimestre⁹⁴.

- Dernier point de comparaison, le gouvernement américain investit plus d'un milliard de dollars dans le « soft power » (y compris les programmes de diplomatie publique du département d'État et la communication audiovisuelle internationale)⁹⁵.

⁸⁷ I. Zevelev, le site du Centre Carnegie lancé en 2010, non daté, <<http://russia-2020.org/2010/07/15/russia-and-russian-world/>>.

⁸⁸ Entretien avec le président de *Russkij Mir*, V. Nikonov, novembre 2009, <www.russkiimir.ru/russkiimir/ru/magazines/archive/2009/11/article0002.html>.

⁸⁹ <www.britishcouncil.org/new/about-us/annual-report-2009-09/Financial-Review/>.

⁹⁰ <http://ru.wikipedia.org/wiki/Russia_Today>.

⁹¹ <<http://info.france2.fr/dossiers/medias/France-24-prend-l-antenne-avec-succ%C3%A8s-26375999.html?page=6>>.

⁹² <www.bundesregierung.de/Webs/Breg/DE/Bundesregierung/BeauftragterfuerKulturundMedien/AmtundPerson/Haushalt/haushalt.html>.

⁹³ <<http://info.france2.fr/dossiers/medias/France-24-prend-l-antenne-avec-succ%C3%A8s-26375999.html?page=6>>.

⁹⁴ V. Solovyov, « Russia's Protector in CIS », 20 octobre 2008, <www.kommersant.com/page.asp?id=1044453>.

⁹⁵ J. Nye, « Soft Power and Higher Education », 2006, *op. cit.*

Evaluation de l'impact du « soft power » russe

On peut identifier trois types de lectures, aux frontières souvent fluctuantes, dans la communauté d'expertise russe quant au bilan global et, surtout, régional, du « soft power » russe depuis la chute de l'URSS et sur son avenir : « optimiste » (très minoritaire), « pessimiste » et « mitigée »⁹⁶.

Lecture « optimiste »

Dans cette lecture, le « soft power » russe existe et existera au niveau global grâce à la culture russe, qui attire toujours autant (concerts, expositions, tournées du Bolchoï) et à la science qui jouit d'un respect certain (station spatiale internationale). En ce qui concerne l'espace postsoviétique, l'influence culturelle russe y serait comparable au rayonnement des États-Unis sur les Amériques⁹⁷ : accessibles grâce à la connaissance de la langue russe, les programmes télévisés, les films, les logiciels, la musique, les livres, les sites Internet russes « semblent proches, voire faire partie intégrante de sa propre culture nationale » dans les pays de la CEI⁹⁸. En outre, après des années de transition difficile où la « Russie restait concentrée sur elle-même », elle est devenue aujourd'hui beaucoup plus attractive économiquement pour cette région⁹⁹ : les flux importants de main d'œuvre étrangère qu'elle attire en témoignent. Même dans un contexte de crise, c'est avant tout vers elle que se tournaient les attentes de financements et de crédits des pays de la région et non pas vers l'extérieur : on attendait qu'elle joue le rôle de « *manager* de crise principal »¹⁰⁰. La présidence Medvedev est perçue par les « optimistes » comme prometteuse pour faire fructifier le capital du « soft power » russe. Il incarne une « Russie moderne » tandis que V. Poutine faisait la promotion d'une « Russie forte ». L'actuel président semble aussi être plus ouvert et « accessible » (degré d'ouverture du forum de Yaroslavl' mentionné plus haut, existence d'un blog personnel). Il semble accorder une grande

⁹⁶ Nous nous basons pour cette partie sur nos lectures ainsi que sur une vingtaine d'entretiens à Moscou, Bruxelles et Paris en novembre 2009 avec des experts, diplomates et membres de fondations russes.

⁹⁷ C'est aussi l'opinion de F. Hill, « Moscow Discovers Soft Power », *Current History*, octobre 2006, vol. 105, Issue 693, <www.brookings.edu/~media/Files/rc/articles/2006/10russia_hill/20061001.pdf>..

⁹⁸ Entretien avec la directrice d'une ONG russe.

⁹⁹ Entretiens avec un diplomate russe à Moscou et un expert russe installé aux États-Unis.

¹⁰⁰ Entretien avec un expert russe à Moscou, novembre 2009.

attention à la diaspora russe, à la promotion de la culture et de la langue russes. Ainsi, en 2008, il a initié un régime sans visa pour les « non-citoyens » de l'Estonie et de la Lettonie. Il s'agit d'un geste symbolique, néanmoins très apprécié¹⁰¹.

Lecture « pessimiste »

Pour les « pessimistes », le « soft power » russe est un « non-sujet », car il ne peut qu'être l'instrument d'un État *développé* (ou d'un groupe d'États développés comme l'UE) qui est basé sur l'attractivité du modèle proposé¹⁰². La Russie est encore à la recherche de son identité nationale et n'a pas fait le choix de son modèle de développement : elle n'a tout simplement « rien à projeter » à l'extérieur¹⁰³. A partir de là, plusieurs leaders d'opinion russes estiment vain tout investissement dans les outils de « soft power » qui ne seraient que des tentatives de masquer la réalité par des « villages Potemkine »¹⁰⁴. La Russie a essayé de miser sur l'intégration des anciennes républiques soviétiques, mais a été incapable de trouver une formule satisfaisante pour les autres pays de la CEI. Le refus des pays de la CEI les plus proches de la Russie comme l'Arménie ou la Biélorussie de la suivre dans la reconnaissance de l'indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud symbolise un échec cuisant du « soft power » russe.

D'après les « pessimistes », les élites russes qui continuent à penser que la Russie est par définition un « pôle d'attraction naturel et exclusif » pour l'espace postsoviétique sont en proie à une illusion. Cela ne répond plus à la réalité depuis longtemps et les perspectives sont de plus en plus réduites : l'utilisation de la langue russe, vecteur d'influence de la Russie, est en chute libre. La Russie se laisse aller à des réactions guidées par des réflexes politiques (comme, par exemple, des pressions politiques et économiques sur l'Ukraine)¹⁰⁵. Selon V. Ryzhkov, ancien député de l'opposition, « le Kremlin a commis une erreur après l'autre, en laissant s'installer l'antagonisme avec l'Ukraine autour du prix du gaz [...] et en s'isolant dans la guerre en Géorgie ». Selon lui, l'influence de Moscou est plus faible aujourd'hui qu'il y a huit ans, au moment où V. Poutine est devenu président¹⁰⁶.

¹⁰¹ Entretien avec le rédacteur d'une revue politique à Moscou.

¹⁰² Entretien avec une experte russe, novembre 2009.

¹⁰³ Entretien avec un expert russe à Moscou, novembre 2009.

¹⁰⁴ Avis exprimé par plusieurs experts (comme, par exemple, le politologue A. Piontkovski) dans la discussion à *Radio Svoboda*, 20 juin 2009, transcription reprise sur le site <<http://imageofrussie.info/content/view/107/9/>>.

¹⁰⁵ Entretien avec le rédacteur d'une revue politique à Moscou, novembre 2009.

¹⁰⁶ *The Guardian*, 7 août 2009.

Lecture « mitigée »

Sans affirmer que la Russie « rayonne » réellement dans son « étranger proche », le groupe des « mitigés » identifie des éléments indéniables du « soft power » russe au niveau régional (CEI) dus à la diffusion encore forte de la langue russe, la présence des diasporas russes, la religion orthodoxe, l'héritage du même système éducatif et des liens scientifiques. Cependant, il s'agit à la fois d'un « héritage en déclin » et d'« un potentiel sous-exploité », et aucunement d'une stratégie cohérente et efficace. Deux types d'arguments sont évoqués pour expliquer (parfois presque excuser) les lacunes, les faiblesses et les erreurs du « soft power » russe : « formation soviétique » des hommes au pouvoir et responsabilité de l'Occident :

- La génération des hommes politiques au pouvoir reste très influencée par la mentalité de l'époque soviétique. Le pays penche encore trop facilement vers des solutions à l'ancienne qui ne sont plus efficaces dans le monde moderne : ainsi, elle confond souvent la diplomatie publique avec la propagande pure et simple. La chaîne *Russia Today* est, par exemple, critiquée pour s'apparenter plus à un « porte-parole » officiel du Kremlin qu'à une chaîne libre et objective sur la Russie. « La population n'est plus encline à prendre pour argent comptant les slogans suggérés par le gouvernement. Les schémas propagandistes simplistes sont réducteurs et ne font que susciter de la méfiance », – écrit N. Arbatova dans une étude sur l'image de la Russie en Europe¹⁰⁷. Pour la même raison, la Russie continuerait fondamentalement à privilégier les outils du « hard power », qu'on peut facilement et rapidement évaluer, au détriment des outils à un impact plus diffus, incertain et difficilement quantifiable à long terme.

Il est à noter que le concept de « smart power » avancé par Hillary Clinton en janvier 2009 comme la base de la nouvelle politique étrangère américaine n'a rencontré aucun écho parmi les milieux politiques et d'expertise russes¹⁰⁸. On aurait pu imaginer que la combinaison du « soft power » et du « hard power », auquel la Russie semble très attachée retienne l'attention du Kremlin. Or, complètement ignoré par les uns, il a été perçu par d'autres comme une « formule accrocheuse » dont la Russie « abonde elle-même » (de type « empire libéral », « démocratie souveraine », etc.). Cela prouve que la Russie « reste relativement imperméable aux campagnes de communication venant de l'extérieur »¹⁰⁹.

¹⁰⁷ N. Arbatova, *Rol' obraza Rossii...*, *op. cit.*, p. 131. Dans la conclusion de l'étude, la chercheuse formule des recommandations précises pour améliorer la diplomatie publique russe, à commencer par renoncer à des discours de confrontation et à finir par moderniser le travail des représentations étrangères russes en contact direct avec les populations étrangères.

¹⁰⁸ H. Clinton, Transcript of Confirmation Hearing to the Senate, Foreign Relations Committee, 13 janvier 2009, <www.nytimes.com/2009/01/13/us/politics/13text-clinton.html>. Voir S. Nossel « Smart Power », *Foreign Affairs*, vol. 83, n° 2, 2004, p. 131-142 ; R. L. Armitage, J. S. Nye, Jr., *A Smart, More Secure America*, CSIS Commission on Smart Power, 2007, 82 p.; J. Nye, « Public Diplomacy and Soft Power », *op. cit.*

¹⁰⁹ Th. Gomart, « OTAN-Russie: la "question russe" est-elle européenne ? », *Politique étrangère*, n° 4, 2009.

- De crainte que d'autres puissances (aussi bien occidentales que la Chine ou la Turquie) remplissent le vide auprès des pays qui sont à ses marches¹¹⁰, la Russie se précipite pour marquer le terrain, souvent maladroitement. Si la Russie continue de réfléchir en termes de « jeu à somme nulle », surtout pour l'espace postsoviétique, l'Occident y a sa part de responsabilité : son comportement alimente cette attitude russe. Ainsi, l'UE, qui propose ses « propres produits » aux pays de la CEI, comme le « Partenariat oriental », qui exclut la Russie, est vue désormais comme une concurrente dans cet espace. Cette initiative est unanimement interprétée en Russie comme une erreur de la part de l'UE¹¹¹. Il est aussi à souligner que le « soft power » russe bénéficie d'un *a priori* négatif à l'étranger. Plusieurs experts russes relèvent une attitude ambiguë des Européens : tout en reprochant à la Russie de privilégier les outils « durs » au détriment du « soft power », ils voient d'un mauvais œil la mise en place de structures-relais de son influence et les interprètent comme des tentatives de créer une « cinquième colonne » dans les pays de la CEI dans une optique « néo-impériale »¹¹². Pourtant, l'UE pourrait apporter une contribution positive au changement de l'attitude russe. Pour N. Arbatova, la bonne solution consisterait à réunir les deux « soft power », russe et européen, et à lancer des initiatives communes à l'égard de la CEI dans différents domaines pour que cet espace cesse d'être une pomme de discorde entre Bruxelles et Moscou¹¹³.

Selon les partisans de cette lecture, il est probable que l'influence russe va perdurer par inertie pendant un certain temps, mais on peut difficilement s'attendre à ce que ce processus s'inverse : les nouveaux États indépendants sont désormais tournés vers l'Occident. Le « délai de grâce » dont pourrait bénéficier la Russie ne serait que la conséquence de l'hésitation ou de l'incapacité des États-Unis et de l'UE à mener une politique active dans la région ou de leurs erreurs et maladrotes¹¹⁴. Ainsi, le rapprochement observé entre l'Ouzbékistan et la Russie serait plutôt « dû aux erreurs de Washington qu'aux mérites de la Russie »¹¹⁵. Si les États-Unis de B. Obama renoncent à la « promotion agressive de la démocratie » propre à l'administration Bush, la Russie aura moins de chances de garder dans son orbite les pays de la CEI à tendance autoritaire qui s'en étaient rapprochés par crainte de « révolutions de couleur »¹¹⁶. Les capitales européennes manifestent déjà, de leur côté, des

¹¹⁰ [L'absence d'une politique efficace dans la CEI... conduira inexorablement à l'arrivée d'autres États plus actifs dans cette zone]. V. Poutine, Intervention à la séance plénière devant les ambassadeurs et les représentants permanents de la Fédération de Russie au MAE russe, *op. cit.*

¹¹¹ N. Arbatova, « Eastern Partnership as a New Version of ENP : Russia's Perceptions and Concerns », 2009, manuscrit transmis par l'auteur.

¹¹² S. L. Myers, « Putin Uses Soft Power to Restore the Russian Empire », *The New York Times*, 14 novembre 2004, <www.nytimes.com/2004/11/14/weekinreview/14myer.html>. Entretien avec plusieurs experts russes.

¹¹³ Entretien avec N. Arbatova, novembre 2009.

¹¹⁴ Entretien avec le rédacteur d'une revue politique à Moscou.

¹¹⁵ A. Vlasov, « "Èpoha Putina" ne stala perelomnoj dlâ rossijskoj politiki na postsovetskom prostranstve » [L'époque Poutine n'a pas été un changement crucial pour l'espace postsoviétique], <www.gazeta.ru>, 16 mars 2008.

¹¹⁶ F. Lukyanov, « Transforming Hard Force into Soft Power », *Kommersant*, 21 octobre 2008,

signes d'ouverture et de tolérance envers les gouvernements autoritaires de la Biélorussie ou des républiques centre-asiatiques¹¹⁷.

www.kommersant.com/p1044449/r_520/The-Russian-policy-in-the-post-Soviet-space-should-be-more-flexible/.

¹¹⁷ *Idem.*

Conclusion : pourquoi se méfie-t-on du « soft power » russe ?

Au fond, la notion de « soft power » recouvre deux composantes qui sont mélangées dans la définition de J. Nye. Les distinguer aide à comprendre les raisons pour lesquelles le « soft power » russe est mal perçu par les autres pays et peut générer des tensions et des réactions de rejet.

D'une part, le « soft power » comprend une **politique** de promotion par un État ou un groupe d'États de ses valeurs (comme la démocratie) et institutions (comme la langue ou le système d'enseignement) par des moyens non-militaires dans le but d'obtenir loyauté et/ou adhésion de la part d'autres États/groupes d'États. De ce point de vue, le « soft power » peut servir à atteindre des buts stratégiques, politiques et économiques et, par conséquent, être perçu par d'autres pays comme contraignant, arrogant ou menaçant pour leurs intérêts vitaux. C'est sous cet angle que les Russes perçoivent le « soft power » des États-Unis, qu'ils ont interprété l'activité des fondations américaines pendant les « révolutions de couleur » en Ukraine et en Géorgie¹¹⁸, et que le pouvoir a cru nécessaire d'adopter une loi limitant les activités des ONG étrangères sur son territoire en 2006. C'est sous cet angle que la dissémination des valeurs culturelles russes est perçue comme « un écran pour atteindre des objectifs de politique étrangère de l'État »¹¹⁹. Le concept de « Russian World » ou les tentatives d'intégration de l'espace postsoviétique sur la base de la langue russe et l'aide aux compatriotes à l'étranger sont interprétés comme la manifestation du « néo-impérialisme » vis-à-vis d'États souverains.

D'autre part, le « soft power » comprend un **modèle** économique, politique et social d'un État (ou d'un groupe d'États) suffisamment attractif pour l'adopter (complètement ou partiellement), s'y associer, le partager sans, parfois, qu'il y ait une démarche dans ce sens de la part de l'« État-modèle ». C'est essentiellement ainsi que les Russes perçoivent le « soft power » de l'UE. Elle est perçue comme un espace économiquement prospère, technologiquement développé, pacifique, qui a permis la réconciliation des anciens ennemis de guerre (comme la France et l'Allemagne). De ce point de vue, l'attrait du « soft power » de l'UE à l'égard de la Russie est indéniable. L'exemple flagrant est le processus de Bologne (harmonisation de l'espace éducatif européen), auquel la Russie a adhéré sans aucune insistance ni invitation de Bruxelles. Cette image de l'UE se trouve quelque peu altérée depuis que s'y ajoute une politique plus

¹¹⁸ D. Trenin, « Russia's Spheres of Interest, not Influence », *The Washington Quarterly*, n°4, octobre 2009, p. 15.

¹¹⁹ L'avant-propos de A. Lerhis pour G. Pelnens (ed.), *The "Humanitarian Dimension" of Russian Foreign Policy toward Georgia, Moldova, Ukraine, and the Baltic States*, CEEPS, 2nd édition, Riga, 2010, p. 10.

active dans l'espace de la CEI : la perception russe du « soft power » européen évolue et se rapproche de celle que les Russes ont de celui des États-Unis¹²⁰.

Le « soft power » devient réellement efficace quand un modèle attractif s'accompagne d'une politique appropriée. Dans le cas de la Russie, la dichotomie est évidente. Depuis 2004, son « soft power » est avant tout celui d'une politique active (avec tous les reproches qu'on peut faire sur l'absence d'une vision cohérente à long terme et d'une coordination efficace entre les différentes instances qui en sont chargées), tandis que son modèle est loin d'être attirant. Selon « Reporters sans frontières », la Russie occupe la 153^e place (sur 175) pour la liberté de la presse ; elle se classe 63^e (sur 133) dans le Global Competitiveness Index en 2009-2010 ; elle est le 71^e (sur 182) pays pour l'Indice de développement humain en 2009 ; Transparency international l'inscrit à la 146^e place sur 180 pays en 2009 dans son Index de corruption ; le classement « Doing Business in the World » lui réserve la 120^e place ; pour Freedom House il s'agit d'un pays non-libre ; les rapports d'Amnesty International dressent une image pessimiste¹²¹. Après cet inventaire, parler de « soft power » russe semble presque déplacé. Certes, ces classements ne manquent pas d'être critiqués pour leur manque d'impartialité et d'objectivité par les autorités russes. Il n'en reste pas moins qu'ils influencent l'opinion publique dans différents pays et font partie intégrante de l'image internationale de la Russie¹²². Cette image ne saura pas être corrigée par des institutions bureaucratiques, quels que soient leurs budgets. « L'image de la Russie ne peut pas être améliorée par des campagnes de communication, mais par le développement de l'État qui prend soin de ses citoyens et crée une atmosphère saine dans ses contacts avec des partenaires étrangers »¹²³.

Le message que la Russie envoie aujourd'hui à l'extérieur est contradictoire. Elle souhaite développer son « soft power », mais la première décision après la reconnaissance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud a été l'établissement de bases militaires sur leur territoire. Elle se réclame de l'identité européenne, mais le président Medvedev a commencé ses premières visites à l'étranger par le Kazakhstan et la Chine.

¹²⁰ Voir la conférence de presse du ministre des Affaires étrangères S. Lavrov à Moscou à l'issue des entretiens avec son homologue polonais R. Sikorski, 6 mai 2009, <www.rosbalt.ru/2009/05/06/638648.html>.

¹²¹ Reporters sans frontières, Classement mondial de la liberté de la presse 2009, <www.rsf.org/IMG/pdf/classement_fr.pdf> ; World Economic Forum, *The Global Competitiveness Report 2009-2010*, <www.weforum.org/documents/GCR09/index.html> ; Human Development Report 2009, <http://hdrstats.undp.org/fr/countries/country_fact_sheets/cty_fs_RUS.html> ; Corruption Perception Index 2009, <www.transparency.org/policy_research/surveys_indices/cpi/2009/cpi_2009_table> ; *Doing Business 2010 data*, <www.doingbusiness.org/ExploreEconomies/?economyid=159> ; *Amnesty International, Report 2009*, <www.amnesty.org/en/region/russia/report-2009> ; *Freedom House*, <www.freedomhouse.org/uploads/Chart116File163.pdf> ;

¹²² Un sondage mené début 2009 par BBC World Service dans 21 pays montre que la perception négative est partagée par 42 % des personnes interrogées (mais, par exemple, 66 % en France), tandis que 30 % ont une opinion plutôt positive. <www.worldpublicopinion.org/pipa/articles/views_on_countriesregions_bt/588.php?lb=btvoc&pnt=588&nid=&id=#rus>.

¹²³ N. Arbatova, *Rol' obraza Rossii...*, op. cit., p. 132.

Elle souhaite se présenter comme une partie intégrante des processus politiques globaux, mais met l'accent d'une manière ostentatoire sur sa propre voie de développement et ses propres valeurs. L'image négative accompagnée d'un message brouillé font que sa diplomatie publique n'est perçue à l'extérieur que comme une posture médiatique et son « soft power » comme un « maquillage destiné à masquer une panne de réforme »¹²⁴. Enfin, le recours au « hard power » (comme en Géorgie) sape profondément la crédibilité du « soft power » russe.

Cependant, quelques domaines pourraient devenir réellement attractifs pour les autres pays : ainsi, les réformes d'envergure commencées dans l'enseignement supérieur, à condition de réussir, pourraient le rendre attractif et faire revenir vers elle, par exemple, un pays comme le Kazakhstan. Cependant, c'est curieusement sur ces domaines que la Russie communique le moins à l'étranger. Peu d'étudiants étrangers savent que le secteur de l'enseignement supérieur en Russie est en pleine ébullition depuis quelques années et que l'État y investit des sommes sans précédent depuis la chute de l'URSS, notamment, pour promouvoir la mobilité internationale. Un nouveau classement international des universités lancé par les Russes (Global University Ranking) en février 2009 est passé inaperçu des universités étrangères et des experts. Une agence de type CampusFrance serait d'une grande utilité. Réfléchir à la promotion de nouveaux domaines-cibles à l'aide de solutions innovantes au lieu d'investir dans les outils bureaucratiques traditionnels et de formaliser les campagnes de communication permettrait de se démarquer du passé soviétique et de promouvoir la Russie de demain et non pas celle d'hier.

¹²⁴ Expression utilisée par la journaliste suisse D. Hanz, « Comment Moscou tente d'adoucir son image à l'étranger », *Le Temps* (Suisse), 8 juin 2009, <<http://letemps.ch>>.

Annexe : Entretiens

Moscou :

- Entretien 1 : experte russe au MGIMO (Institut des relations internationales de Moscou), 26 octobre 2009 ;
- Entretien 2 : directrice d'une ONG russe, 26 octobre 2009 ;
- Entretien 3 : directrice d'un Centre d'enseignement supérieur, 26 octobre 2009 ;
- Entretien 4 : membre d'une ONG russe, 27 octobre 2009 ;
- Entretien 5 : membre d'une Fondation russe, 27 octobre 2009 ;
- Entretien 6 : président d'une Fondation russe, 27 octobre 2009 ;
- Entretien 7 : expert des relations UE-Russie, vice-doyen d'une faculté des relations internationales, 28 octobre 2009 ;
- Entretien 8 : rédacteur en chef d'une revue russe en relations internationales, Moscou, 28 octobre 2009 ;
- Entretien 9 : experte en coopération internationale de la Russie en matière de recherche, 28 octobre 2009 ;
- Entretien 10 : directeur d'un Centre d'analyse des relations Russie-CEI, 28 octobre 2009 ;
- Entretien 11 : adjoint au directeur d'une Fondation russe, 29 octobre 2009 ;
- Entretien 12 : diplomate, directeur d'un département au Ministère des Affaires étrangères, 29 octobre 2009 ;
- Entretien 13 : vice-directeur d'une structure étatique russe chargée des liens avec les citoyens à l'étranger et de la promotion de la culture russe, 30 octobre 2009 ;
- Entretien 14 : attaché de coopération universitaire d'un pays de l'UE à Moscou, 30 octobre 2009.

Bruxelles :

- Entretien 15 : responsable des relations avec la Russie en matière d'enseignement supérieur à la Commission européenne, 20 octobre 2009 ;
- Entretien 16 : diplomate russe à Bruxelles, 20 octobre 2009.

Paris :

- Entretien 17 : experte en enseignement supérieur russe, 26 novembre 2009.

Entretiens téléphoniques :

- Entretien 18 : expert russe en Finlande, 4 octobre ;
- Entretien 19 : expert russe à San Francisco, 8 octobre 2009 ;
- Entretien 20 : experte russe en relations internationales (IMEMO), 2 novembre 2009.